

F o c u s

Les nouvelles scientifiques

- Carnet
- Les enseignants-chercheurs en Droit arrivés en 2023
- Les enseignants-chercheurs partis en 2023
- Prix Michel Bazex

Les jeunes chercheurs

Les dernières soutenances

Publications

Les dernières publications

Agenda des manifestations scientifiques

3 questions à **Aurélie Ballot-Léna**, Maître de conférences, membre du CEDCACE, Directrice adjointe de l'UFR DSP chargée de la professionnalisation au sujet de son **habilitation à diriger des recherches**.



1 Quelle est la thématique de votre HDR ?

Au soutien de mon habilitation à diriger des recherches, j'ai fait le choix de présenter non une recherche inédite comme certains collègues, mais ceux de mes travaux et projets de recherche qui illustrent ma démarche scientifique. En effet, depuis ma thèse soutenue à Nanterre en 2006 sous la direction du professeur Philippe Dubois, qui portait sur la responsabilité civile en droit des affaires, j'ai continué à étudier les rapports du droit civil et du droit des affaires à travers l'analyse de points de concours ou de confrontation de ces matières. Mes recherches sur la responsabilité civile en droit des affaires se sont poursuivies sous différentes formes (notes sous arrêts, articles, chapitre d'ouvrage collectif et communications lors de colloques) et ont porté, en particulier, sur la concurrence déloyale, action fondée sur le droit commun de la responsabilité délictuelle qui régit la vie des affaires. De plus, j'ai élargi mon champ d'études par l'observation de concours du droit des affaires avec d'autres branches du

droit civil. J'ai ainsi travaillé sur les rapports du droit des affaires et du droit des biens, sur le mécanisme de la prescription et son application en droit des affaires, ainsi que sur l'articulation du droit des affaires et du droit des personnes.

De ces travaux se dégage une démarche scientifique identifiée, portant sur l'analyse des rapports du droit civil et du droit des affaires, qui s'inscrit directement dans les réflexions du centre de recherches auquel j'appartiens, le CEDCACE. L'une de ces réflexions porte sur la notion même de « droit civil des affaires ». Existe-t-il un droit civil des affaires ? Si oui comment définir ce droit civil des affaires ? A défaut de pouvoir en dégager une définition théorique, ces travaux m'ont permis, par une démarche empirique, d'en observer les manifestations. Ces travaux m'ont également permis d'éprouver une méthode d'analyse, à partir de l'observation des points de concours, méthode qui peut être appliquée en dehors du droit privé pour étudier la confrontation des règles de droit des affaires à d'autres matières juridiques (droit pénal, droit public), mais également à des disciplines non juridiques (comme l'économie ou les sciences de la gestion).

2 Comment s'est déroulée l'HDR ?

Cela a été un travail de longue haleine qui s'est révélé très stimulant ! J'appréhendais de relire mes travaux, je craignais que ce soit une perte de temps. J'y ai finalement pris de plaisir, mettant à jour les plus anciens, me demandant si j'aboutirais aujourd'hui aux mêmes conclusions, et trouvant, au fil de mes relectures, une cohérence d'ensemble qui a finalement constitué le thème de mon dossier.

La soutenance a eu lieu le 17 mai 2023 et a duré près de trois heures. J'ai eu la chance et l'honneur de soutenir devant un très beau jury, composé de spécialistes des matières traitées dans mes recherches : les professeurs Benoît Lecourt (qui m'avait fait le plaisir d'accepter d'être mon référent), Marie-Laure Coquelet (rapporteur), Martine Behar-Touchais (rapporteur), Nathalie Peterka, Anne Danis-Fatôme et Arnaud Reygrobellet. Etant chacun spécialiste d'un des domaines de droit civil ou de droit des affaires traités par mes travaux, les échanges ont été riches et intenses. J'ai retrouvé le plaisir que j'avais eu lors de ma soutenance de thèse de pouvoir consacrer un temps assez long (ce temps qui nous manque tant) à la discussion et à la confrontation d'idées.

3 Quelles sont vos perspectives après votre HDR ?

Je n'ai pas encore de projet précis. L'habilitation à diriger des recherches est, pour moi, à la fois un aboutissement et une promesse. Un aboutissement car il s'agit du titre universitaire le plus élevé en France. Près de 17 ans après avoir soutenu ma thèse (il était temps !), j'ai donc la satisfaction d'avoir mené jusqu'à son terme mon parcours d'études et je suis très heureuse d'avoir pu le faire dans cette Université où j'ai fait mes premiers pas en tant que chercheuse, entourée de mes collègues et amis.

L'habilitation à diriger des recherches est également une promesse, ou plutôt une ouverture sur le champ des possibles, et ce à deux égards au moins. Pour l'encadrement de la recherche, d'abord, et il me tarde de pouvoir l'expérimenter. Ensuite parce que l'HDR est désormais indispensable au maître de conférences qui envisage une évolution de carrière universitaire, en particulier le professorat.

Changement de direction ou d'administration dans les laboratoires

Depuis le 1^{er} septembre 2023, **Julie Alix** assure la codirection du CDPC avec Juliette Tricot en remplacement de Raphaëlle Parizot

Fanny Gabard devient la responsable administrative du CEDIN suite au départ de Carmen Tudor

Les enseignants-chercheurs en Droit nouvellement arrivé.e.s

Camille AYNÈS, Maître de conférences en droit public rattachée au CTAD- équipe CREDOF



Docteure en droit public de l'Institut Universitaire Européen de Florence en 2020 (après des études de droit aux Universités Paris Panthéon-Assas et Paris 1 Panthéon-Sorbonne), qualifiée par le CNU aux fonctions de Maître de conférences en droit public (02) et en philosophie (17) en 2021, j'ai été lauréate la même année d'un contrat de recherche post-doctoral en Sciences humaines et sociales de la ComUE Paris Lumières. Pour mener à bien ce post-doctorat, j'ai été accueillie – particulièrement bien – pendant une année au CTAD. Ce laboratoire m'a donné l'immense opportunité d'assurer entièrement la direction scientifique et l'organisation d'un colloque et d'en publier les Actes (d'abord dans La Revue des droits de l'homme, puis sous forme d'ouvrage collectif à l'IFJD-Institut Joinet). C'est donc avec un plaisir très sincère que je rejoins officiellement l'UFR DSP de l'Université Paris Nanterre et les membres du CTAD (équipe CREDOF) en tant que Maître de conférences en droit public cette année. Ayant été étudiante en philosophie (dans une autre vie) à l'UPN, chargée de travaux dirigés puis chercheuse contractuelle en droit public dans cette même maison, j'ai un attachement certain à cette institution.

À l'image de ma formation (en philosophie puis en droit, public mais aussi privé), mes recherches se caractérisent elles-aussi par leur pluridisciplinarité. Elles se situent au croisement du droit constitutionnel (français et comparé) et des libertés, de l'histoire de la pensée juridique et politique et du droit pénal. Je me suis intéressée en particulier à la notion de citoyenneté que j'ai analysée à

partir de ses exclus (à partir de la figure du condamné, pendant mon doctorat, et de celle de l' « incapable » dont les facultés cognitives sont altérées, pendant mon post-doctorat). Ma thèse, intitulée La privation des droits civiques et politiques. L'apport du droit pénal à une théorie de la citoyenneté, a été publiée en 2022 dans la collection « Bibliothèque des thèses » des éditions Dalloz. Plus récemment, j'ai déplacé mon attention des citoyens aux gouvernants. J'ai notamment publié des articles sur la « justice politique » en Italie. Sur le sujet, je fais également partie d'un projet de recherche collectif France-Italie sur la responsabilité (pénale et politique) des gouvernants dans les situations de crise.

Principaux domaines de recherche :

Droit des libertés ; Droit constitutionnel ; Droit comparé ; Histoire de la pensée juridique ; Philosophie politique ; Droit pénal ; Citoyenneté ; Droit et morale ; Handicap ; Exclusion ; Responsabilité des gouvernants.

Marie Cirotteu, Maître de conférences en droit public rattachée au CRDP



Après deux années de classes préparatoires littéraires, une licence en droit et un master 2 en droit public de l'économie, j'ai réalisé un doctorat en droit administratif au sein des laboratoires du CERSA et du CRDA de l'Université Paris Panthéon-Assas. Ma thèse, soutenue en novembre 2022, a porté sur le pouvoir administratif des personnes privées, qui désigne la capacité de certaines personnes morales de droit privé à exercer une fonction de police administrative spéciale. Parallèlement, j'ai suivi le diplôme universitaire « Droit de l'Union européenne et droits nationaux » du programme EUlysses réunissant plusieurs universités européennes à Berlin, Londres, Paris, Rome et Amsterdam. J'ai été qualifiée en février 2023 et pendant mon année de recrutement, j'ai été vacataire à Assas et à Versailles-Saint-Quentin, respectivement en droit administratif des biens et en droit matériel de l'Union européenne. Dans la continuité de ce parcours, j'ai le plaisir d'intégrer l'Université Paris-Nanterre et d'être rattachée au CRDP. J'y assurerai, cette année, des enseignements en droit administratif et en droit de l'Union européenne.

Mes recherches portent essentiellement sur le droit administratif, interne et européen, et plus particulièrement sur le droit public économique, la régulation des activités professionnelles et les relations entre secteurs publics et secteurs privés.

Domaines de recherche :

Droit public économique ; privatisation ; délégation de missions aux personnes privées ; compétence ; pouvoir ; régulation ; concurrence ; police administrative ; souveraineté économique.

Victor Grandaubert, Maître de conférences en droit public, rattaché au CEDIN



Ancien étudiant de la bi-licence droit français-droit anglo-américain et du Master Théorie et pratique du droit international et européen de l'Université Paris Nanterre, j'ai réalisé ma thèse sous la direction du Professeur Jean-Marc Thouvenin sur l'immunité d'exécution de l'État étranger et des organisations internationales en droit international, thèse soutenue en 2021 et publiée aux éditions Pédone en 2023. Dans le cadre de mon doctorat, j'ai dispensé des travaux dirigés à Nanterre en droit interne et en droit international. Je suis également intervenu dans les universités d'Angers, de Cergy, de Toulouse et sur le campus de Sciences Po Reims avant d'avoir la joie d'être recruté à partir de septembre 2023 dans mon université d'origine. J'y enseigne le droit international public (L2), le droit de l'Union européenne (L2 et L3) et European Economic Governance (M1).

Mes recherches portent sur le droit international général (sujet, immunité, responsabilité), le droit de la mer, les articulations entre le droit international de l'environnement et le droit international de l'énergie. Plus particulièrement, je me focalise aujourd'hui sur les enjeux et perspectives juridiques de l'exploitation des métaux stratégiques en droit international et européen.

Michaël Koskas, Maître de conférences en droit public rattaché au CTAD-équipe CREDOF



Après avoir débuté l'étude du droit à l'Université d'Aix-Marseille, j'ai rejoint l'Université Paris Nanterre pour y intégrer le Master 1 de Droit comparé. J'ai ensuite intégré le Master 2 de Théorie et analyse du droit avant d'entreprendre une thèse sous la direction de Véronique Champeil-Desplats et intitulée Le Conseil constitutionnel par lui-même. Contribution à une analyse de la production du droit. J'ai soutenu ma thèse en octobre 2022 et été qualifié aux fonctions de Maître de conférences en droit public en février 2023. Je suis enfin très heureux d'avoir été recruté en cette qualité dans cette même université à compter de septembre 2023.

À la croisée de la théorie du droit, du droit constitutionnel et du droit de l'environnement, mes recherches s'organisent essentiellement autour de la question des dynamiques qui structurent le contentieux des juridictions. Je m'intéresse ainsi à l'évolution de l'ensemble des règles d'organisation, de compétence et de procédure relatives aux institutions juridictionnelles. Sur le plan épistémologique, je cherche à mettre au point une approche pragmatique qui prête une attention singulière à la manière concrète avec laquelle les juges s'approprient, produisent, voire remettent en cause, les dispositions normatives qui structurent leur activité. J'adopte en conséquence, d'un point de vue méthodologique, une perspective empirique et interdisciplinaire (ethnographie, sociologie de l'action, science du langage). Ma formation en théorie du droit m'a amené à étudier les différentes branches du droit public, avec un attrait pour le contentieux

constitutionnel exploré au moyen d'une théorie analytique du droit tournée vers la critique de l'argumentation et du raisonnement juridique. C'est parce qu'elle apparaît sans commune mesure depuis quelques années, que je m'intéresse depuis peu à la dynamique du contentieux lié au droit de l'environnement.

Etienne Lamarche, Maître de conférences en histoire du Droit, rattaché au CHAD.



Nanterrois de formation, j'ai obtenu ma Licence en droit ainsi que mon Master II mention histoire et anthropologie juridiques comparées à l'Université Paris-Nanterre. C'est dans cette même université que j'ai commencé en 2017 une thèse intitulée « Les usages du droit dans les communautés utopiques aux États-Unis (1843-1878) » sous la direction des professeurs Anne-Sophie Chambost et Emmanuel Dockès. Docteur en 2022, j'ai été qualifié aux fonctions de maître de conférences et recruté à Nanterre lors de l'année 2023. J'ai ainsi la chance de rejoindre le CHAD, un centre dont je partage les axes de recherche et qui me permettra de poursuivre ma carrière d'enseignant-chercheur dans les meilleures conditions possibles.

Mes travaux de recherche, dans la lignée de ma thèse, portent sur l'étude de communautés espérant développer un droit alternatif au sein d'un État, ainsi que sur la manière dont ces communautés appréhendent, combattent ou utilisent le droit étatique afin de s'établir de manière pérenne. Je m'intéresse également aux utopies littéraires et aux descriptions qui y sont faites d'un droit « idéal ».

Maud Laroche, Professeure de droit privé rattachée au CEDCACE



Après 18 années passées à l'université Rouen Normandie, je suis ravie de rejoindre l'université Paris Nanterre dont l'histoire, la renommée et l'ébullition culturelle m'attirent de longue date. J'ai commencé à l'université de Rouen Normandie comme maître de conférences et ai eu le plaisir d'y rester après l'agrégation, prenant pleinement part à la vie de la faculté ou de l'université en étant notamment responsable pédagogique de l'enseignement à distance, responsable de la capacité en droit, directrice du CUREJ - centre de recherche réunissant tous les enseignants chercheurs et doctorants en droit de l'université de Rouen -, membre du conseil d'UFR, membre du conseil d'administration de l'université puis du conseil de formation de la vie universitaire... j'aime découvrir les différents aspects de la si belle machine que sont nos universités, au service des étudiants comme des collègues.

J'étudie le droit des affaires, plus spécifiquement le droit des entreprises en difficulté. Cette matière présente l'intérêt de toucher à tous les aspects de la vie de l'entreprise, à la recherche de solutions

pour permettre de relancer l'activité lorsqu'elle décline ou d'y mettre fin dans les meilleures conditions lorsqu'il n'y a pas d'autre solution. Elle amène au cœur de la vie de l'entrepreneur comme de ses proches et de l'ensemble de ceux qui participent à l'activité développée, salariés, créanciers, fournisseurs...

Là aussi, je prends plaisir à découvrir de nouveaux horizons dès que possible. C'est ainsi qu'en matière d'enseignement autant que de recherche, je me suis intéressée à des questions fort différentes : droit des sociétés, droit de la concurrence, procédure civile, droit des contrats, droit européen... Je rejoins aujourd'hui avec enthousiasme le CEDCACE, dont l'identité transversale correspond pleinement à ma pratique de la recherche.

John-Christopher Rolland, Maître de conférences en Droit public rattaché au CRDP



Après avoir soutenu en 2019 une thèse intitulée « La suppléance du Conseil d'État auprès de la France libre (1940-1945) » sous la direction du Professeur Emmanuel Cartier à l'Université de Lille, j'ai obtenu la qualification en section 02 en 2020. Après quatre campagnes infructueuses, j'ai eu la chance d'être recruté en tant que Maître de conférences en Droit public à l'IPAG de Nanterre.

Mes recherches portent sur des thématiques telles que la science administrative, le droit de la fonction publique mais également le droit de la sécurité et de la défense. Je suis également intéressé par le droit anglais. Je suis rattaché au Centre de Recherche en Droit Public (CRDP).

Déborah Thébault, Maître de conférences en droit public, rattachée au CEJEC et associée au CRDP



Ayant consacré ma thèse aux Biens publics en droit anglais sous la co-direction des Professeurs Michel Degoffe et Stefan Enchelmaier, je me suis expatriée pendant près de 3 ans au Royaume-Uni, et en particulier, à l'Université d'Oxford (Lincoln College) où j'ai pu entreprendre mes recherches. J'ai soutenu ma thèse en 2019 et ai été qualifiée aux fonctions de maître de conférences en 2021. J'ai enfin eu la joie d'être recrutée à l'Université Paris Nanterre en cette qualité à compter de septembre 2023.

Mon service d'enseignements est essentiellement composé de cours magistraux que je dispense en anglais (droit français et/ou droit anglais).

Mes intérêts de recherche portent principalement sur le droit des biens/droit public des biens (biens communs, data centers, etc.) ainsi que les interactions entre droit et religion (laïcité, islam, etc.).

Les autres enseignants-chercheurs nouvellement arrivés :

- Vissarion Giannoulis, Maitre de conférences en Droit privé qui rejoint le CDPC
- Médhi Lahouazi, Professeur de droit public, rejoint le CRDP
- Lou Thomas, Maitre de conférences en droit privé rejoint l'IRERP

Les enseignants-chercheurs en Droit qui sont partis à la rentrée 2022

Soraya Amrani-Mekki, Professeur de droit privé et sciences criminelles, a rejoint l'École de Droit de Sciences Po Paris

Céline Chassang, Maitre de conférences en droit privé et sciences criminelles a rejoint la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Nantes Université.

Raphaëlle Parizot, Professeur de droit privé et sciences criminelles a rejoint l'Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne

3^e édition du Prix Michel Bazex

Le Prix Michel Bazex, pour la 3e édition, récompense le meilleur article en droit public des affaires

Appel à candidature pour **le 15 décembre 2023**



Le Professeur Michel Bazex a, tout au long de son oeuvre, participé activement à la construction et à la systématisation du droit public des affaires.

En sa mémoire, le prix Michel Bazex vise à récompenser l'article publié d'un jeune chercheur dans le domaine du droit public économique.

Le prix est ouvert aux articles publiés en langue française dans le courant des années 2022 et 2023. Les travaux doivent relever du droit public économique et ainsi porter sur les relations entre l'intervention de la puissance publique et les activités économiques (droit public des affaires, droit des contrats publics, droit de la régulation, droit public de la concurrence).

La candidature au prix est réservée aux « jeunes chercheurs », entendus comme les doctorants, docteurs et maîtres de conférences depuis moins de trois ans.

Le prix Michel Bazex 2023 sera décerné à l'occasion de la journée de la jeune recherche du Centre de recherches en droit public (CRDP) le 19 janvier 2024 à l'Université Paris Nanterre.

Les candidats doivent faire parvenir leur article avant le 15 décembre 2023 au CRDP : prixmichelbazex@gmail.com

Le jury, composé de praticiens et de chercheurs, décernera un prix d'une valeur de 500 euros. Les lauréats pourront se prévaloir du titre de lauréat du Prix Michel Bazex et leurs travaux feront l'objet d'une publication sur le site du CRDP.

Les jeunes chercheurs

Les récentes soutenances de thèses

Le 5 septembre 2023, **Natalia MARTINUZZI CASTILHO** a soutenu sa thèse sur le thème « **Les sens de l'innovation de l'enseignement juridique : l'expansion du mouvement clinique juridique au Brésil et en France** » sous la direction de Stéphanie Hennette-Vauchez (CTAD-CREDOF) et M. Joao Paulo Teixeira

Le 14 septembre 2023, **Maria Izabel GUIMARAES BERALDO C VARELLA** a soutenu sa thèse sur le thème « **Mémoire de l'offense : le temps de la justice transitionnelle et de l'effectivité des droits de l'homme** » sous la direction de Thomas Hochmann et M. Mauricio Rocha

Le 26 septembre 2023, **Sarah MALEK** a soutenu sa thèse sur le thème « **Le traitement juridique des difficultés patrimoniales des personnes physiques. Réflexion sur l'articulation entre le droit des entreprises en difficulté et le droit du surendettement des particuliers** » sous la direction de Natacha Sauphanor/Arnaud Reygrobellet (CEDCACE)

Le 11 octobre 2023, **Cheikh Tijani GUEYE** a soutenu sa thèse sur le thème « **Les Haratines de Mauritanie : les oubliés de l'abolitionnisme. Inventaire des droits humains à travers l'histoire** » sous la direction de Soazick Kerneis (CHAD)

Le 12 octobre 2023, **Tuuyara TUMUSOVA** a soutenu sa thèse sur le thème « **L'identité juridique des peuples autochtones dans le droit russe : le cas de la République Sakha (Iakoutie)** » sous la direction d' Eric Millard (CTAD)

Le 20 octobre 2023, **Erfan BABAKHANI** va soutenir sa thèse sur le thème « **La justice restaurative. Une étude comparative entre le droit français et iranien** » sous la direction d'Audrey Darsonville (CDPC)

Direction d'ouvrages

Halpérin Jean-Louis, Une histoire des droits dans le monde, Parution le 12/10/2023 chez CNRS Editions. ISBN: 9782271146960

Hennette-Vauchez Stéphanie, L'École et la République, la nouvelle laïcité scolaire, Parution le 05/10/2023 chez Dalloz. ISBN: 9782247221158

Hennette-Vauchez Stéphanie, Laïcité, Parution le 05/10/2023 aux Éditions ANAMOSA. ISBN: 9782381910765

Hochmann Thomas et Soula Mathieu (dir.), Combattre le racisme. Études pour le jubilé de la loi de 1972, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2023, 230 pages.

Chapitres ou articles dans des ouvrages collectifs

Hennette-Vauchez Stéphanie, Neutralisation des énoncés juridiques et égalité femmes hommes, in Olivia Bui Xuan dir., *Le(s) droit(s) à l'épreuve de la non-binarité*, Ed. IFJD, 2023

Hennette-Vauchez Stéphanie, Après la loi séparatisme, que reste-t-il des libertés associatives ? in *Mélanges offerts à Bertrand Mathieu*, LGDJ, 2023

Hochmann Thomas « La semaine des stéréotypes à la Cour européenne des droits de l'homme », in Denis Ramond et Dominique Lagorgette (dir.), *Lutter contre les stéréotypes*, PUF, 2023, p. 43-62.

Hochmann Thomas « Kelsen sans la sanction », in *Hans Kelsen, Autobiographie*, éd. par É. Millard, Dalloz, 2023, p. 163-181

Lamarche Etienne, Obtenir de l'État un espace pour réaliser l'utopie. Étude de la stratégie légale d'établissement des ultimes communautés icariennes aux États-Unis d'Amérique, 1878-1898 », in *Penser et administrer le territoire sans l'État* dirigé par Chrystelle Gazeau , Philippe Delaigue et Thérèse Carvalho (<https://www.mareetmartin.com/livre/penser-et-administrer-le-territoire-sans-letat>)

Latty Franck, « Haro sur l'arbitre : la figure de l'adjudicateur d'investissement redessinée par l'UE », in Raphaël Maurel (dir.), *Nouveaux regards sur le droit européen des investissements*, Travaux du CREDIMI, vol. 59, Paris, LexisNexis, 2023, pp. 229-242. <https://shs.hal.science/halshs-04158145>

Latty Franck et Louis Catteau, « Le Code du sport au secours de l'éthique ? Le rôle des chartes et des comités d'éthique (art. L. 131-15-1) », in Gaylor Rabu (dir.), *Pour une réforme du Code du sport*, Aix-en-Provence, PUAM, 2023, pp. 39-65 <https://shs.hal.science/halshs-04178942>

Lochak Danièle, « Censure et minorités », in Sébastien Saunier (dir.), *Censure et Arts*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2023, pp. 153-168

Lochak Danièle, « Réflexions conclusives », in Olivia Bui-Xuan (dir.), *Le(s) droit(s) à l'épreuve de la non-binarité*, Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2023, pp. 263-273

Lochak Danièle, Préface au livre de Giulia Gelot, *Quand la frontière devient une prison. L'enfermement des migrants aux portes de l'Europe*, Éditions du Croquant, septembre 2023

Lochak Danièle, « Sans-papiers de Saint-Bernard » in Musée national de l'immigration, *Une histoire de l'immigration en 100 objets*, Edition de la Martinière

Lochak Danièle « La justice militaire » et « La loi "anti-casseurs" » in La contemporaine, Au risque de l'illégalité. Archives politiques 1970-1974, catalogue de l'exposition.

Article de revue

Dauchez Corine, Liberté d'installation des notaires : les prémices d'un dialogue apaisé entre le Conseil supérieur du notariat et l'Autorité de la concurrence, *La semaine juridique édition notariale*, n°39-40, 29 sept. 2023, act. 970

Dauchez Corine, Le défi de l'acte authentique électronique. De l'enthousiasme créatif à la crainte d'une perte de souveraineté numérique, *Horizons du droit*, n°48, La créativité notariale & le doctorat en droit · sept. 2023;

Dauchez Corine, La transformation de la gestion de la profession de notaire - Avant-propos, Dossier La transformation de la gestion de la profession de notaire, dir. C. Namont Dauchez, *La semaine juridique édition notariale*, n°37, Etude 1162 · 15 sept. 2023

Dauchez Corine, Les instances de la profession notariale face à la transformation de la gestion de la profession, in Dossier La transformation de la profession de notaire, dir. C. Namont Dauchez, *La semaine juridique édition notariale*, n°37, Etude 1167 · 15 sept. 2023;

Hennette-Vauchez Stéphanie, Dobbs, l'avortement, et la Constitution, *Revue Délibérée*, 2023/2, n°19, p. 71

Hochmann Thomas, « La France, la Cour européenne des droits de l'homme et les discours de haine en 2022 », *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2023, chron. n° 40

Hochmann Thomas, « Provocation à la haine : les immigrés, les musulmans, les immigrés musulmans », *Légipresse*, n° 413, 2023, p. 227-231.

Hochmann Thomas, « Combattre le négationnisme. L'incrimination en France de la négation du génocide des Tutsi », *Le Genre Humain*, n° 62, 2023, p. 105-111

Hochmann Thomas, « Chronique des arrêts de la Cour suprême des États-Unis en matière de droits fondamentaux (octobre 2020 – juillet 2022) », *Revue trimestrielle des droits de l'homme*, n° 134, 2023, p. 421-452

Hourson Sébastien, « 40... impasse de la jurisprudence UAP », *Dr. adm.*, 2023, focus 40

Hourson Sébastien « Un an de droit de l'environnement et de droit de l'urbanisme », *Dr. adm.*, 2023, chron. (avec A. Meynaud-Zeroual)

Latty Franck, « Russie – guerre contre l'Ukraine. Vers un boycott des Jeux olympiques de Paris ? », in Chronique des faits internationaux (Thibaut Fleury Graff, dir.), n° 2023/2.26, RGDIP, 2023/2, pp. 436-442. <https://shs.hal.science/halshs-04196936>

S. Asayama, K. De Pryck, M. Hulme, **Olivier Leclerc** et al., « Three institutional pathways to envision the future of the IPCC », *Nature Climate Change*, vol. 13, 2023, pp. 877-880 [DOI: 10.1038/s41558-023-01780-8].

Leclerc Olivier, « Whistleblowing legislation and reporting on research misconduct: A case for mutual learning », *Accountability in Research*:

Ethics, Integrity and Policy, 2023 [DOI : 10.1080/08989621.2023.2240705].

Leclerc Olivier, « One Size Fits All? Handling public health and environmental risks in French whistleblowing legislation », *European Journal of Risk Regulation*, 2023[DOI : 10.1017/err.2023.14].

Lochak Danièle, « Frontières de la mondialisation », commentaire de l'ouvrage de Steffen Mau, *La réinvention de la frontière au XXIe siècle*, dans la revue en ligne En attendant Nadeau, 27 juin 2023

Mariat Kevin, « Ce que comparer veut dire » Recueil Dalloz. 2023, p. 1471.

Moniolle Carole, Le titre Ier du statut général de la fonction publique au prisme de l'unité de la fonction publique, *AJFP*, 2023, 372-375

Pichard Marc, « Au nom des héritières : l'inutile disposition de la loi "séparatisme" », *Plein droit*, n° 137, juin 2023, p. 48 et s.

Pichard Marc, « Mariage pour tous-tes : une étude d'impact rétrospective », *Droit de la famille*, octobre 2023, Dossier 20.

Commentaires d'arrêt

Sur les baux commerciaux :

Ruet Laurent, note sous Civ.3 16 mars 2023, Rép. Defrénois 2023, n° 38/39

Ruet Laurent, note sous Civ.3 15 février 2023, Rép. Defrénois 2023, n° 38/39

Ruet Laurent, note sous Com.19 avril 2023, Rép. Defrénois 2023, n° 38/39

Ruet Laurent, note sous Civ.3 15 juin 2023, Rép. Defrénois 2023, n° 38/39

Entretiens

4 entretiens In Dossier La transformation de la profession de notaire, dir. C. Namont Dauchez, *La semaine juridique édition notariale*, n°37, Etude 1167 15 sept. 2023 :

Entretien entre **Corine Dauchez** et Gabriel Yahy, Le Bureau de la gestion des officiers ministériels de la DACS au cœur des réformes de la gestion de la profession de notaire, Entretien 1163,

Entretien entre **Corine Dauchez** et H. Perreault et Fr. Devos, Le Département du bureau de gestion des carrières, acteur de la mise en œuvre de la réforme de la gestion de la profession opérée par les décrets du 29 juillet 2020 et du 29 décembre 2022, Entretien 1164

Entretien entre **Corine Dauchez** et Maryline Brulé, L'impact des réformes de la gestion de la profession de notaire sur le travail de suivi de l'activité professionnelle effectué par le Conseil régional des notaires de la cour d'appel de Versailles, Entretien 1165 ;

Entretien entre **Corine Dauchez** et Agnès Torrès, L'impact des réformes de la gestion de la profession de notaire sur le travail de suivi de l'activité professionnelle effectué par la Chambre départementale des notaires des Hauts-de-Seine, Entretien 1166.

Recension

Par **Marc Pichard**, Julie Ancian, « Les Violences inaudibles. Récits d'infanticides », *Délibérée*, 2023/2, n° 19, p. 91 et s.

Agenda

Colloques, journées d'étude, séminaires

Jeudi 28 septembre 2023

Dans le cadre du cycle de conférences sur le contrôle des politiques publiques, le CTAD-CREDOF reçoit Eléonora Bottini (Univ. de Caen) sur le thème : **Le référendum d'initiative partagée, un instrument de contrôle ?** Salle 352, Bât. Simone Veil, 14h

Mercredi 4 octobre 2023

La **nuite du Droit** organisée par l'UFR DSP et le Tribunal judiciaire de Nanterre, Bât. Simone Veil, de 17h à 21 h

Jeudi 12 octobre 2023

Conférence d'actualité du CEDIN sur « **L'actualité internationale de la Justice Climatique** », de 14 h. à 16 h., salle des Actes (141) du bâtiment Veil

Jeudi 19 octobre 2023

Conférence d'actualité du CEDIN sur « **Quelle crise du droit international** » de 14 h. à 16 h., salle des Actes (141) du bâtiment Veil

Jeudi 19 octobre 2023

Le CREDOF dans le cadre de son séminaire reçoit Julie C. Suk, professeure à la Fordham University School of Law (New York) pour une discussion autour de son ouvrage « **After**

Misogyny : How the Law Fails Women and What to Do about It ». à 10h en salle F352 (bat.Veil)

Vendredi 20 octobre 2023

Colloque sur le thème de « **La transition écologique et l'enseignement du droit économique** » de 9h à 18h30, ENS Paris, 48 bd Jourdan, 75014 Paris, amphithéâtre Jourdan

Jeudi 26 octobre 2023

Le CEDCACE organise, dans le cadre de son projet d'observatoire de la réforme du droit des contrats, une conférence autour de « **L'article 1171 du Code civil : le déséquilibre significatif** », à la Bibliothèque du CEDCACE – Salle F.419 Université Paris Nanterre, Bâtiment Veil., de 17h30 à 18h30

Vendredi 17 et samedi 18 novembre 2023

Le CTAD-CREDOF et le CEDCACE en coopération avec l'ISJPS de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, organise un colloque sur « **Les 10 ans de REGINE** », amphi Max Weber, Université de Nanterre

<https://regine.parisnanterre.fr/>

Vendredi 17 novembre 2023

Le CRDP et le CEDIN organise une manifestation sur **L'organisation des jeux olympiques et paralympiques 2024 : questions de droit public**, au Palais du Luxembourg

Jeudi 23 au matin et vendredi 24 novembre au matin

Colloque sur « **Autonomie des majeurs protégés et décisions médicales** » organisé par le CEDCACE et le CTAD-CREDOF, Université Paris Nanterre, Bât Max Weber, Amphithéâtre.

Jeudi 23 novembre 2023

Le CTAD reçoit Francesca Trivellato, Professeure à l'Institute for Advanced Study à Princeton (USA), pour son livre « **Juifs et capitalisme : aux origines d'une légende** » (ed. Seuil), de 9.00h à 12.00h, Campus Jourdan de l'ENS – 48 Bv Jourdan 75014, Salle P004

Mardi 5 décembre 2023

Les vingt ans de l'AJ pénal organisé par le CDPC

Jeudi 7 décembre 2023

Le CTAD reçoit Maxence Christelle, Maître de conférences en Droit public à l'université de Picardie Jules Verne pour une discussion autour de son dernier ouvrage : **Le Consentement** paru aux PUF en mai 2023, à 10h en salle 352, Bâtiment Veil.

Mercredi 20 et jeudi 21 décembre 2023

Le CEDIN organise un colloque sur **les 75 ans de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme**

Vendredi 19 janvier 2023

Journée de la jeune recherche organisée par CRDP sur **La privatisation de l'espace public**

Jeudi 30 et vendredi 31 mai 2023

Colloque de la SFDI sur le thème « **Sport et Droit international** » organisé par le CEDIN

Pour contacter La FiND

Mathieu Soula, directeur
m.soula@parisnanterre.fr

Carine Benayoun, responsable administrative
carine.benayoun@parisnanterre.fr

Université Paris Nanterre, Bâtiment F, Bureau 522
200 avenue de la République 92001 Nanterre Cedex
Tel : 01 40 97 78 16